BARRACLOUGH, Solon L. *An End to Hunger? The Social Origins of Poverty and Food Strategies*. Londres, Royaume-Uni, Zed Books, 1991, 320 p.

José Havet

Volume 24, numéro 4, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703257ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703257ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Havet, J. (1993). Compte rendu de [BARRACLOUGH, Solon L. *An End to Hunger? The Social Origins of Poverty and Food Strategies*. Londres, Royaume-Uni, Zed Books, 1991, 320 p.] *Études internationales*, 24(4), 901–903.
<https://doi.org/10.7202/703257ar>

T. Klare se contente d'analyser les facteurs affectant l'offre et la demande, Keith Krause souligne les tendances structurelles et les situations particulières régionales, spécifiant que son texte n'évaluera pas les différentes propositions de contrôle existantes (p. 155). Ce dernier arrive à la conclusion suivante : «Proposals to control the arms trade must be evaluated against this structural backdrop, and not on the basis of ephemeral trends associated with particular conflicts or policy initiatives.» (p. 168) Il aurait été intéressant que Krause continue...

Jean-François Rioux nous offre une conclusion résumant bien les différents thèmes développés. Malgré notre critique de la dernière partie, nous considérons que ce livre offre en général des idées très intéressantes pour faire face au problème de la prolifération des armements.

André MARTEL

Étudiant à la maîtrise
Département de science politique
Université Laval

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

BARRACLOUGH, Solon L. *An End to Hunger? The Social Origins of Poverty and Food Strategies*. Londres, Royaume-Uni, Zed Books, 1991, 320 p.

Cet ouvrage offre diverses garanties de qualité. Tout d'abord, l'auteur a l'une des plus longues carrières dans l'étude des problèmes ruraux du tiers-monde et ce livre apparaît comme son *magnum opus*. Ensuite, Solon Barraclough a occupé au cours de cette carrière divers postes d'importance

tant dans des organismes de recherche des Nations Unies et du système inter-américain que, plus occasionnellement, dans des universités, en particulier l'Université Cornell. Et finalement, la préparation du livre a bénéficié d'un encadrement et d'appuis financiers considérables. De manière générale, il peut être affirmé que le livre est à la hauteur de ce que l'on est en droit d'en attendre, et ceci n'est certes pas peu dire.

La thèse fondamentale de l'ouvrage est que les famines et, de manière plus générale, l'insécurité alimentaire, résultent du fonctionnement de systèmes sociaux fort complexes interagissant sur des éco-systèmes fragiles. Tel que le sous-titre du livre l'indique, Barraclough se penche essentiellement sur les premiers de ces systèmes. Il le fait en soulignant constamment la multidimensionnalité du problème : il insiste sur l'impact d'une grande diversité de facteurs et se refuse à limiter son analyse à seulement un de ceux-ci. Il montre cette complexité en se référant à d'innombrables études de cas, ce qui rend la lecture du livre vivante et intéressante. L'auteur arrive à deux grandes conclusions : premièrement, les politiques basées exclusivement sur des mécanismes de marché ne contribuent pas à résoudre le problème ; deuxièmement et de manière plus générale, toute foi aveugle en un paradigme général de développement nuit plutôt que n'aide la sécurité alimentaire des pauvres du tiers-monde. Barraclough ne voit de solutions que locales et participatives, et ce dans des contextes nationaux et internationaux spécifiques, ceux-ci devant être, bien sûr, favorables.

La première partie de l'ouvrage (pp. 11-59) traite de l'impact, généralement négatif, des processus de modernisation sur la sécurité alimentaire des populations du tiers-monde. L'accent est mis sur l'inégalité des systèmes de tenure et le clientélisme dans des pays tels le Mexique, la Bolivie, le Bangladesh, l'Inde et l'Afrique du Sud. L'auteur brosse en peu de pages un tableau fort complet de la situation générale, ce qui est une gageure. Celle-ci est d'autant plus remarquable que le texte traite également des deux principaux moyens qui historiquement ont constitué des réponses efficaces à l'impact des processus de modernisation : le maintien des systèmes communaux de tenure de la terre, caractéristiques surtout de l'Afrique noire, et les réformes agraires de type révolutionnaire, telle en particulier celle de la Chine. La seconde partie du livre (pp. 61-182) étudie la dynamique et les origines sociales des politiques mises en place pour stimuler la production des biens alimentaires tant au niveau national, local que familial. Ces politiques vont des prix de vente subventionnés, rationnement et politiques d'investissement aux réformes agraires, participation populaire et migrations. La troisième et dernière partie de l'ouvrage situe le problème dans le contexte international se penchant, entre autres, sur des questions de termes d'échange, de transfert de technologie, de politiques d'aide, de démographie, de dette et de libéralisation du commerce.

Par-delà le résumé schématique qui vient d'être donné de l'ouvrage, il est difficile de rendre compte de sa richesse et du foisonnement intellectuel de ses pages. De ce fait et suivant

la formule consacrée, il s'agit d'un livre dont la lecture est indispensable pour toute personne, spécialiste ou non, s'intéressant au domaine d'étude. Pourtant, ceci n'est pas un livre scientifique dans le sens classique du terme : il aborde beaucoup plus de questions qu'il n'en traite d'une manière un tant soit peu exhaustive. Mais il s'agit d'un livre écrit par un scientifique : celui-ci est capable non seulement de faire un usage intelligent de publications spécialisées et rapports de consultants, mais aussi de textes de sociologues de la connaissance, d'économistes et de politologues ; et il est également capable de formuler nombre d'idées originales utiles pour des recherches futures, de proposer des interprétations intéressantes, et de fournir une impressionnante moisson d'informations factuelles toujours pertinentes, et même parfois désarçonnantes.

Étant donné le nombre de questions abordées et la complexité de celles-ci, il est clair que le lecteur ne sera pas toujours en accord avec l'auteur. Son approche toujours prudente et autant que faire se peut holistique pourrait à l'occasion susciter des critiques partielles, mais difficilement un refus total. Ainsi par exemple, lorsqu'il est question d'urbanisation, la dépendance alimentaire et la subséquente transformation des habitudes alimentaires ne reçoivent peut-être pas toute l'importance que ces graves problèmes méritent. Ou encore, lorsque l'auteur discute des interventions de l'État, celles-ci semblent jugées trop sévèrement ; certes elles sont souvent coûteuses, autoritaires, et inefficaces, mais elles ne le sont pas toujours et il existe des exemples de succès. Égale-

ment, lorsque les conséquences de l'accroissement démographique sont évoquées, le néo-malthusianisme et l'alarmisme anti-nataliste sont justement fustigés; l'importance d'un développement durable préalable à toute politique de contrôle strict des naissances est soulignée; mais les conséquences, tout au moins au niveau local, de certains accroissements démographiques paraissent trop facilement niées. L'on pourrait multiplier ce type de critiques, mais elles ne sont certainement que d'importance secondaire et surtout sont matière à discussion. Pour terminer, il faut souhaiter à ce livre la même chose qu'à tous les livres d'une certaine importance: qu'il soit effectivement lu et non seulement fréquemment cité.

José HAVET

Département de sociologie
Université d'Ottawa, Canada

MILLER, Robert (dir.). *Aid as Peacemaker. Canadian Development Assistance and Third World Conflicts*. Ottawa, Carleton University Press, 1992, 220 p.

L'aide publique au développement peut viser plusieurs fins. Alors qu'elle est souvent vue comme servant les intérêts stratégiques ou commerciaux des pays donateurs, les collaborateurs à cet ouvrage proposent de l'utiliser pour apaiser les conflits dans le tiers-monde. Ils cherchent à montrer comment les responsables de la politique canadienne d'aide au développement pourraient tenir compte des questions liées à la promotion de la paix dans leurs décisions. En introduction, Robert Miller décrit différents types de conflits de manière à mieux voir dans quel contexte l'aide

pourrait jouer un rôle pacificateur. Les trois parties suivantes servent donc à illustrer ce rôle sur cette base.

Dans une première partie, on retrouve quatre textes analysant les interventions canadiennes en matière d'aide au développement dans différents pays ou régions où sévissent des conflits relativement importants. Le chapitre rédigé par David Gillies se démarque dans la mesure où il montre comment, dans le cas du Sri Lanka, la question des droits de la personne a influencé le déroulement d'un projet d'aide. Dans les autres cas, l'Amérique centrale, l'Afrique australe et les Philippines, les auteurs se contentent de décrire le conflit en insistant sur certains détails et en négligeant de présenter un portrait global du comportement du gouvernement canadien, se limitant à n'en présenter que quelques aspects. Cela les amène à conclure que le Canada a joué un rôle modeste et donc, que son aide a été peu efficace pour résoudre les conflits. Or, on peut reprocher aux auteurs d'avoir ignoré d'autres instruments de politique étrangère comme, par exemple, les pressions diplomatiques et les sanctions commerciales.

La deuxième partie présente trois instruments par lesquels le Canada octroie de l'aide au développement, à savoir l'ACDI, les ONG et les Nations Unies. Le but est d'évaluer si les différents canaux d'assistance au développement sont appropriés pour faire face à des situations de conflits et pour promouvoir la paix. À cet égard, le chapitre rédigé par Gerald Schmitz est particulièrement intéressant. Il situe la politique de l'ACDI dans la perspective de la politique étrangère canadienne ce qui permet de mieux en